

Monsieur le Président, Excellences, cher(e)s collègues de la société civile,

Je m'appelle Yalda Royan, je suis militante pour les droits des femmes et d'origine afghane, le pire pays au monde pour les femmes et le seul qui interdit la scolarisation des jeunes filles au-delà de l'école primaire. Je m'exprime au nom de VOICE Amplified, une organisation féministe humanitaire, et je suis une des fondatrices du Groupe de plaidoyer des femmes afghanes (Afghan Women's Advocacy Group).

Monsieur le Président,

Les femmes afghanes vous ont averti que les promesses des talibans sur le respect des droits des femmes ne seraient pas tenues. Vous nous avez ignorées, et aujourd'hui nous devons payer le prix fort des négligences de la communauté internationale, y compris celles des personnes assises à cette table.

La crise actuelle

Sous contrôle taliban, nous avons été témoins d'atrocités accablantes, de famine aigüe et de la répression de nos droits humains. La majorité des activistes et des journalistes ont mis un terme à leur travail par peur des représailles. Depuis août dernier, les talibans ont annoncé plus de 30 décrets, dont seulement quelques-uns ont été rapportés par les médias internationaux, qui effacent systématiquement les femmes de toutes les sphères de la société.

Les talibans imposent ces décrets en utilisant des manœuvres d'intimidation et par la violence. Par exemple, en avril, les talibans ont brutalement torturé et exécuté une jeune sage-femme à Mazar-e-Sharif; ils lui ont coupé les jambes et l'ont poignardée, avant de lui tirer 12 balles—simplement parce qu'elle était une femme et une Hazara. Malgré tout, les femmes afghanes continuent de mettre leur vie en péril face à ces violations flagrantes de leurs droits humains sous le régime taliban.

De plus, des centaines d'anciens fonctionnaires, ainsi que toute personne qui s'oppose au régime taliban, ont été ciblés, torturés ou exécutés. Les Tadjiks des provinces du Panchir, Baghlan et Takhar continuent de faire face aux arrestations aléatoires; ils sont tués, torturés et déracinés. Le 10 juin, les talibans ont arrêté Zamanuddin, un étudiant tadjik, et son frère, dans le Panchir. Ils lui ont demandé de révéler l'emplacement de la base du Front national de résistance (FNR). Après avoir répondu qu'il n'en avait aucune idée, les talibans lui ont coupé l'oreille, lui ont tiré une balle dans l'œil et l'ont jeté d'une montagne. Son frère a lui aussi été tué. C'est ça, la vraie identité des talibans, ceux qui veulent à tout prix être reconnus comme légitimes.

Depuis mars, les Kuchis ont attaqué des Hazaras dans les districts de Behsud, Malistan, Jaghori et Shaikh Ali, où ils ont tué et blessé 31 personnes, brûlé des centaines de maisons, et pris en otage 21 personnes, dont la plupart sont encore portées disparues, selon des activistes de la région. Alors que les Hazaras ont été ciblés dans 8 explosions rien qu'en avril, en condamnant ces attaques, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) n'a fait aucune référence aux origines des victimes, comme si cela n'avait aucune importance. J'adresse ma question au Conseil de sécurité: combien de Hazaras doivent mourir, afin que ces actes puissent être reconnus officiellement comme un génocide — c'est-à-dire un crime commis avec l'intention d'anéantir, entièrement ou en partie, un groupe national, ethnique ou religieux ?

Le rôle de la MANUA dans la gestion de la crise actuelle

En mars dernier, ce Conseil a pris la décision importante de renouveler le mandat de la MANUA, et de mettre les droits humains, y compris les droits des femmes et des filles, au cœur de son travail. Bien que la MANUA nous ait trahies par le passé, elle a dorénavant une opportunité importante de servir le peuple afghan.

Malgré les nombreuses violations choquantes telles que celles que j'ai énumérées précédemment, la MANUA ne les avait jusqu'à présent jamais condamnées publiquement, ni publié de rapport sur la protection des civils depuis juillet 2021. A de nombreuses reprises, les chiffres publiés par la MANUA étaient erronés. Par exemple, la MANUA avait rendu compte de 10 exécutions extrajudiciaires d'individus accusés d'appartenir au FNR durant les 5 derniers mois, alors que des membres de communautés locales ont retrouvé 10 corps dans la rivière du Panchir rien que ces 2 dernières semaines. Par ailleurs, de nombreux afghans craignent que la MANUA n'ait pas fait preuve de neutralité lors de collaborations avec les talibans et qu'elle ait minimisé leurs exactions. La MANUA doit reprendre sans plus attendre la publication régulière de rapports ouverts au public, et assurer que tous les rapports en question contiennent des informations exactes et vérifiées, qui reflètent le quotidien vécu dans le pays.

Nous avons jusqu'à présent constaté aucun effort significatif de la part de la MANUA pour faciliter un dialogue inclusif entre les Afghans, les talibans et la communauté internationale, qui puisse favoriser la paix en Afghanistan. Afin de renforcer sa crédibilité auprès des Afghans, la MANUA doit mettre en avant la participation de diverses organisations pour les femmes afghanes et de personnalités politiques en exil, à tous les processus politiques à venir, au lieu de collaborer uniquement avec les chefs talibans.

La MANUA a l'obligation de garantir l'accès à l'aide humanitaire pour tous les Afghans, sans exception. Cependant, les talibans continuent de manipuler la distribution de biens, favorisant l'accès à l'aide humanitaire pour leurs partisans et les régions sous leur contrôle, tandis que les foyers dirigés par des femmes et les communautés ethniques sont délaissés. Ceci illustre pourquoi il ne faut pas favoriser l'aide humanitaire aux dépens des droits humains. Si la MANUA ne réussit pas à demander des comptes aux talibans pour le trafic de biens humanitaire, les talibans pourront poursuivre leurs activités terroristes grâce à votre aide.

Monsieur le Président,

Bien que la société civile doute de l'engagement de ce Conseil, elle souhaitait faire passer le message que la condamnation des exactions commises par les talibans ne sera accomplie que lorsque des actions concrètes seront lancées.

Ce n'est pas seulement une question de sécurité et de stabilité en Afghanistan. Sous le contrôle des talibans, notre pays risque de devenir à nouveau une base pour les groupes terroristes, dont les activités ne s'arrêteront pas à nos frontières.

C'est dans cette optique que j'appelle le Conseil à :

1. **Mettre fin à toutes les exemptions aux sanctions imposées aux chefs talibans si aucune avancée des droits des femmes n'est constatée dans les 60 prochains jours.** Ce lundi, le Conseil de sécurité a renouvelé l'exemption à l'interdiction de voyager pour 13 chefs talibans. Bien que l'exclusion de Saïd Ahmed Shahidkhel et de Abdul Baqi Basir Awal Shah de la liste des bénéficiaires d'exemptions soit un pas en avant, tout comme le raccourcissement de la durée des exemptions, la société civile afghane est profondément déçue par le manque de fermeté du Conseil de sécurité envers les talibans et leurs mépris pour les droits humains qui repousse la possibilité d'éventuels dialogues. Comment se fait-il, que les talibans puissent se déplacer librement, alors que les femmes afghanes n'y ont pas droit ? Dans les 60 jours qui viennent, vous devez observer attentivement les pratiques des talibans sur les droits des femmes. S'ils échouent à revenir sur leurs décrets rétrogrades concernant les droits des femmes, y compris l'interdiction aux filles d'aller à l'école et les restrictions de mouvement, vestimentaires et de travail des femmes, ou bien qu'ils imposent encore plus de restrictions sur les droits des femmes, vous êtes dans l'obligation de ne pas renouveler les exemptions à l'interdiction de voyager et de n'accorder *aucune* levée de gel des avoirs imposé aux chefs talibans. Vous devez également mettre fin aux exemptions accordées à Abdul-Haq Wassiq, le Directeur général des services de renseignements, et à Fazl Mohammad Mazloom, Ministre adjoint de la défense, qui sont responsables des arrestations, des détentions et de l'oppression de défenseurs de droits humains et de journalistes.
2. **Exhorter la MANUA à favoriser un dialogue inter-afghan inclusif, dès que le ou la nouvelle Représentant(e) spécial(e) du Secrétaire général pour la MANUA est nommé(e).** Les pourparlers de

Doha, soutenus par ce Conseil, n'étaient pas fructueux car les Afghans étaient exclus des négociations. A l'inverse, un dialogue inter-afghan inclusif est la seule solution pour obtenir la paix. La MANUA doit garantir la participation de tous les Afghans, y compris celle des femmes et de tous les groupes ethniques. Soumettre l'Afghanistan à une dictature dangereuse et incompétente ne fera qu'engendrer les cycles de pauvreté et de violence.

En tant qu'Etats membres, je vous appelle aussi à :

3. **Soutenir pleinement tous les efforts de responsabilisation des talibans pour leurs exactions passées et continues.** Apportez votre soutien et subventionnez le mandat du Rapporteur spécial en Afghanistan et garantissez son accès illimité à toutes les régions du pays. Engagez-vous auprès de la mise en place d'une Mission d'établissement des faits, ou d'un autre mécanisme indépendant d'investigation, afin d'assurer le monitoring, la collection de preuves, et la documentation périodique des atteintes aux droits humains commises à travers le pays par toutes les parties prenantes.

Si ce Conseil souhaite être pris au sérieux par les talibans, ou par qui que ce soit d'autre, vous devez tenir votre parole et soutenir les droits des femmes. Vous devez garantir la mise en œuvre du mandat de la MANUA, et faire payer les talibans pour leur traitement atroce des femmes. Cessez de rabaisser les femmes afghanes avec des récompenses et des louanges sans importance. Collectivement et individuellement, les membres de ce Conseil ont un pouvoir et des ressources considérables — je vous exhorte à les mettre en œuvre afin de rétablir la dignité et les droits de tous les Afghans.

Je vous remercie.